



LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC Aujourd'hui, Vol. 8 No. 6 Février 2007

A L'INTERIEUR...



9



10



Liberté et Unité ... La Tanzanie mène la voiepage 7

La SADC partenaire d'initiatives régionales pour éviter la panne d'énergie

par Joseph Ngwawi

L'AFRIQUE AUSTRALE s'est embarqué dans un certain nombre de projets à long terme et court terme pour soutenir sa capacité de production par plus de 42 000 megawatts (MW) alors que la région multiplie les efforts pour éviter une pénurie d'électricité en 2007.

La région de la SADC, avec quelques-unes des économies d'Afrique en expansion des plus rapides, craint de manquer de surplus de capacité de production après 2007.

La capacité de production régionale nette est supposée atteindre les 45 000 MW d'ici 2007 contre la période de consommation de pointe dépassant 45 000 MW à cette période.

La récente décennie a vu la demande d'énergie, augmenter à un taux d'environ trois pour cent par an, au sein de la région sans pour autant attirer une augmentation correspondante dans l'investissement de la production et les infrastructures de transmission.

D'où un déclin dans la capacité de surplus de production, se traduisant par des avertissements que la SADC pourrait être confrontée à une pénurie critique d'électricité.

Actuellement, la région possède une production totale installée et combinée de 52 743 MW mais la production de génération nette est d'environ 45 000 MW, selon le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (PEAA).

Pour fonctionner de manière optimale, le PEAA doit s'assurer de constamment maintenir un niveau de production de réserve de 10,2 pour cent. Il est prévu qu'aux niveaux actuels de demande en augmentation, la région pourrait épuiser sa capacité de réserve après 2007 et serait incapable de satisfaire à des demandes supplémentaires en énergie.

Ceci a induit les états membres, au moyen du PEAA, de s'embarquer dans un programme systématique visant à renforcer une capacité de production supplémentaire soit en construisant de nouvelles centrales électriques soit en renforçant le rendement des installations existantes.

suite page 2

POLITIQUE	3-4
COMMERCE	5
ELECTIONS	6
TRANSITIONS	7
CONSEIL	8-9
INNOVATIONS	10
SECURITE ALIMENTAIRE	11
AFFAIRE	12
COMMUNAUTE	13
LIVRES	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

La SADC partenaire d'initiative régionales pour éviter la panne d'énergie

Suite de la page 1

Le PEAA a développé un plan d'expansion de production et de transmission sur une période de 20 ans, qui met en avant les bénéfices d'une planification coordonnée et la réduction des coûts correspondants qui peuvent devenir réalité si les projets sont mis en oeuvre conjointement plutôt qu'individuellement.

Le plan coordonné coûtera seulement 8 milliards à la région pour relancer la capacité de production alors que la somme des plans d'expansion individuels par les services publics du domaine de l'énergie est supposé atteindre les 11 milliards de \$US.

Un total de 22 projets à court terme sont à divers stades de mise en oeuvre à travers la région qui, une fois terminés relanceront la capacité de production d'énergie de la SADC par 11 564 MW. La finalisation des projets à court terme est prévue entre 2005 et 2010.

Ceux-ci comprennent le projet d'énergie hydroélectrique de Capanda en Angola, qui lorsqu'il sera achevé en 2007, est supposé ajouter 260 MW d'énergie supplémentaire au réseau régional et la rénovation des projets Inga 1 et 2, de la République Démocratique du Congo, fonctionnant au charbon qui renforcera la capacité régionale de 500 MW supplémentaires en 2007.

Il existe au moins trois nouveaux projets en Afrique du Sud – une installation fonctionnant au charbon et deux projets de gaz – qui injecteront 5 600 MW de plus dans le réseau d'énergie régional entre 2005 et 2010.

D'autres projets à court terme comprennent les secondes phases du projet hydroélectrique de Muela de 110 MW au Lesotho, dont la finalisation est prévue en 2010, le projet hydroélectrique Kachipira du Malawi, qui augmentera la capacité de production de l'installation de 64 MW.

La centrale d'énergie de la Namibie, NamPower, prévoit de survolter sa capacité pour atteindre 800 MW vers 2009 en construisant la centrale électrique de Kudu, qui fonctionnera au gaz.

La centrale électrique de Maguga au Swaziland, dont la finition est prévue pour 2007, ajoutera 20 MW supplémentaires au réseau régional tandis que quatre projets en Tanzanie supposés finir entre 2005 et 2007 ont une capacité combinée de 220 MW. Les projets tanzaniens, deux chacun à Ubungo et Kinyerezi, fonctionneront au gaz.

La Zambie a réservé quatre projets pour expansion ou une remise à neuf entre 2006 et 2009, un exercice qui survoltera sa capacité de production à 1 290 MW. La centrale hydroélectrique de la Gorge Inférieure de Kafue, au sud de Lusaka, en Zambie est supposée atteindre une capacité de 600 MW lorsque sa capacité est développée à un coût évalué à 500 UDS millions.

Le Gouvernement zambien prévoit d'exporter le gros de l'énergie produite dans cette centrale au Zimbabwe, Botswana et RDC. Le plan existant connu en

tant que Centrale d'énergie de la Gorge supérieure de Kafue, produit en ce moment 900 MW. La production combinée des deux centrales sera de 1 500 MW après la finition du programme de réhabilitation financé par la Banque Mondiale.

Les gouvernements de la Zambie et de la RDC ont convenu d'augmenter leur interconnexion régionale de 220-kilovolt (KV) à un niveau de transmission améliorée pour permettre à d'autres pays de la SADC de puiser dans les réserves d'énergie d'Inga.

La Corporation d'Énergie de la Zone de Cuivre de la Zambie (CEC) et la SNEL de la RDC ont fait des progrès dans le projet de rénovation planifiée qui inclut la construction d'une nouvelle ligne de 220-KV entre Chingola en Zambie et Karavia près de Lubumbashi, ville du Sud de la RDC.

Les officiels de la CEC expliquent qu'en plus de la nouvelle ligne de transmission, les deux pays répareront également la ligne actuelle de 220-KV pour augmenter de façon substantielle la quantité d'hydroélectricité qui peut être transmise de la RDC vers d'autres pays de la SADC.

Le projet d'interconnexion Zambie-Tanzanie implique la construction d'une ligne de transmission de 330-KV longue de 700 kilomètres pour fournir jusqu'à 200 MW d'énergie pour un coût estimé à US\$153 millions pour les deux pays.

Les installations électriques de la Namibie et du Botswana, NamPower et BPC respectivement, ont convenu de construire une ligne de transmission transfrontière pour un coût total de US\$7,7 millions.

La rénovation des centrales électriques de Kariba Sud et Hwange au Zimbabwe augmentera la production d'énergie de 960MW entre 2007 et 2008 tandis qu'un nouveau projet de gaz à Lupani à l'ouest du pays générera 300MW d'énergie d'ici 2009.

Au moins 26 projets à long terme sur l'énergie avec un total de capacité de production de

31 743MW sont en cours pour accroître davantage la capacité de production régionale. Ceux-ci s'ajouteront à la capacité accrue créée par les projets d'expansion à court terme, et sont supposés être opérationnels entre 2010 et 2027.

Le plus important est le gigantesque projet du Corridor d'Énergie de l'Ouest (WESTCOR) impliquant cinq pays de la SADC. WESTCOR est un projet régional conçu grâce à des initiatives combinées du Secrétariat de la SADC et des centrales électriques de l'Angola, Botswana, RDC, Namibie et Afrique du Sud.

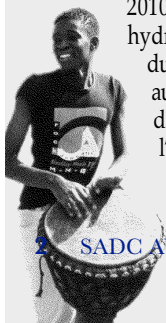
Le projet cherche à exploiter l'énergie hydroélectrique du site des rapides d'Inga de la RDC et lorsque terminé vers 2010, il ajoutera 3 500 MW supplémentaires au réseau du PEAA.

Un autre projet d'énergie hydroélectrique, à connaître sous le nom du Grand Inga phase UN, est prévu pour la RDC et augmentera la capacité de production de la SADC de 6 000 MW d'ici 2012, date de sa finition.

Capacité de production installée et nette du PEAA

Pays	Service Public	Capacité installée (MW)	Capacité nette (MW)
Angola	ENE	742	590
Botswana	BPC	132	120
Lesotho	LEC	72	70
Malawi	ESCOPE	305	261
Mozambique	EDM		307
	HCB	2 075	2 250
Namibie	NAMPOWER	393	390
Afrique du Sud	ESKOM	42 011	36 207
Swaziland	SEB	51	50
Tanzanie	TANESCO	591	480
DRC	SNEL	2 442	1 170
Zambie	ZESCO	1 632	1 630
Zimbabwe	ZESA	1 990	1 825
	TOTAL	52 743	45 044

Source Pool d'Énergie de l'Afrique Australe



La SADC accélère le développement l'infrastructure et des IDS

par Joseph Ngwawi

UN SYSTÈME de transport régional fiable et une base solide d'infrastructure sont les éléments clés pour attirer l'investissement dans la région de la SADC, en améliorant la compétitivité et en faisant la promotion du commerce.

La région s'est embarquée dans un programme accéléré pour relancer son infrastructure et l'une des stratégies poursuivie est l'Initiative de Développement Spatial (IDS), aussi connue en tant que concept de développement de corridor.

Dans son schéma directeur de développement régional de 15 ans, la SADC reconnaît que de combler le manque d'infrastructure a le potentiel d'approfondir l'intégration par le partage de la production, gestion et opérations des installations d'infrastructure, centres et corridors de développement.

Ce point est également ressorti de façon prominente pendant la récente tournée de familiarisation des états membres de la SADC du Secrétaire Général, Tomaz Augusto Salomão.

Pendant sa tournée en Angola, Salomão a souligné l'importance de développer un réseau consistant de transport régional pour faciliter la coopération parmi les états membres.

Il était particulièrement soucieux du manque continu de développement sur le Corridor de Lobito en tant que système stratégique de transport régional puisqu'il fournit un débouché sur la mer pour plusieurs pays, y compris la République Démocratique du Congo et la Zambie.

Salomão a remarqué que le développement de Corridors tels que Lobito contribue au développement industriel et minier des états membres et que, "des impacts économiques importants sont envisagés au moyen de création d'emploi, exploitation de ressources minières et une multiplication de marchés pour les produits".

L'IDS est un programme de développement régional qui cherche à générer une croissance économique soutenue grâce à la mobilisation de capitaux

d'investissement privé de façon à habilitier les communautés locales.

Le focus des IDS porte souvent sur le besoin de développer et promouvoir le commerce transfrontalier, l'investissement, le développement d'infrastructure et le tourisme.

Un important IDS est le Corridor de Développement de Maputo où un nouvel autoroute reliant l'Afrique du Sud et le Mozambique est un composant majeur. De même pour le projet d'Extraction d'Aluminium du Mozambique (Mozal), qui emploie à ce jour des centaines de personnes.

La plupart des IDS s'entrecroisent en Afrique du Sud, l'économie la plus large de la région. L'Afrique du Sud a actuellement un programme IDS en place, dont l'unique objectif est de

concentrer une assistance de haut niveau dans les zones où les conditions socio-économiques nécessitent une assistance gouvernementale concentrée et où il existe un potentiel économique inhérent.

Ceci garantit que les investissements soient rapidement identifiés et que les synergies entre les divers types d'investissements soient maximisées.

Plus de 130 opportunités d'investissement ont été identifiées le long de la frontière sud africaine du Corridor de Développement de Maputo dans la provision d'infrastructure, agriculture, exploitation minière, énergie, industrie chimique, secteurs touristique et de fabrication.

D'autres corridors de développement en Afrique

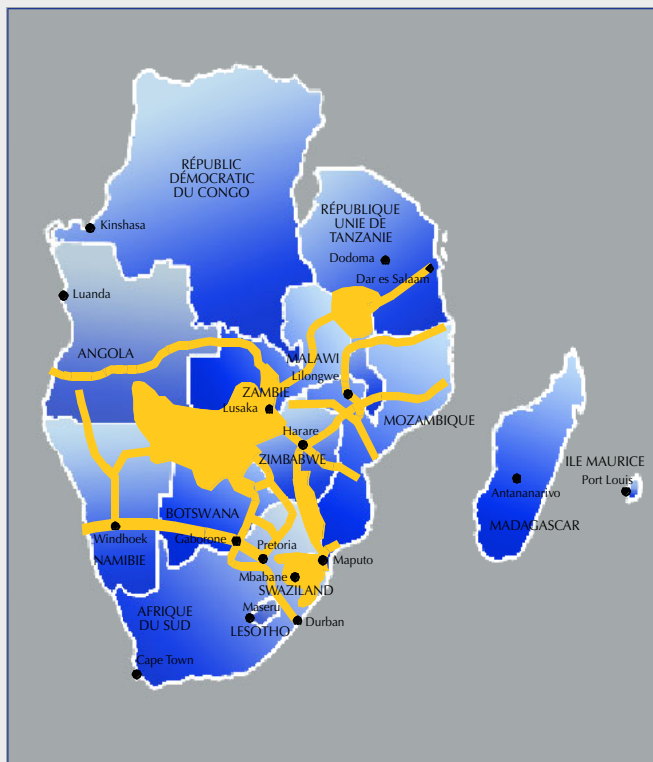
Australe sont le Corridor de Beira commun au Mozambique et Zimbabwe, le Corridor de Mtwara qui connectent la République Unie de Tanzanie, le Malawi, le Mozambique et la Zambie, et l'autoroute du Trans-Kalahari.

L'autoroute du Trans-Kalahari a émergé comme l'un des développements d'infrastructure les plus réussis de la région. L'autoroute crée un centre d'affaire à travers cinq pays-Mozambique, Swaziland, Afrique du Sud, Botswana et Namibie-Fournissant un lien stratégique littoral à partir de Maputo sur l'Océan Indien à Walvis Bay sur la côte atlantique de la Namibie.

Bien que l'autoroute du Trans-Kalahari s'étendent sur une longueur de 595 kms entre Gaborone et Windhoek, il crée un corridor de transport qui enjambe environ 3000 kms à partir de Maputo au Mozambique, en passant par le nord du Swaziland, Mpumalanga, Gauteng et les provinces du nord ouest de l'Afrique du Sud, le Botswana puis à travers la Namibie vers Walvis Bay.

Une autre initiative est l'initiative de Développement Spatial de Gareip à travers le nord du cap, le sud de la Namibie et le sud-ouest du Botswana. Quelques unes des ressources naturelles adéquates pour l'investissement incluent le Park Transfrontalier de Kgalagadi et la zone de gaz naturel de Kudu. D'autres investissements importants comprennent la centrale électrique d'Oranjemund, d'une valeur de 320 USD millions.

Une autre est l'initiative touristique d'Okavango dans le Zambèze Supérieur qui implique le Botswana, le Zimbabwe, la Namibie, la Zambie et l'Angola. Le projet se concentre sur une zone centrale de développement de 260 km² incorporant des réserves dans les cinq pays. Ce projet est mené par un désir de protéger les systèmes des marécages de la région. Il est dit que cette région a une capacité touristique de 4 millions de visiteurs par an.



Le développement d'infrastructure est également en cours dans les corridors de Mtwara, Nacala, Nord-sud, Tazara et les Corridors de tourisme et biodiversité du Swaziland / Afrique du Sud. Carte Southern African Marketing Co. (Pty) Ltd/ Secrétariat de la SADC

La SADC instaure un Tribunal

LA SADC a établi un tribunal de 10 personnes, un organisme dont la principale responsabilité sera d'assister les états membres dans la résolution de dispute.

Le tribunal de la SADC, sera basé à Windhoek, Namibie. Il sera responsable de résoudre les conflits entre les états membres ainsi que d'assurer l'adhérence à, et l'interprétation correcte du, Traité de la SADC et autres instruments subsidiaires contractant le groupement régional.

Il fut instauré sous l'égide de l'Article 9 du Traité de la SADC en tant que progression au processus d'intégration régionale et sera un arbitre parmi les états membres.

Il fournira une opinion consultative aux Chefs d'Etat et de Gouvernement du Sommet, Conseil des Ministres et autre organisme de la SADC.

Les états membres qui sont irrités par un autre état obtiendront une séance s'ils présentent leur doléance au tribunal.

Le Juge Président, Luis Monlane, du Mozambique a été élu dans la fonction de président du Tribunal. Les autres membres sont Rigoberto Kambovo (Angola), Onkemetse Tshosa (Botswana), Isaac Mtambo (Malawi), Aringa Pillay (Ile Maurice), Petrus Damaseb (Namibie) et Stanley Maphalala (Swaziland).

La République Unie de Tanzanie a désigné Frederick Werema tandis que la Zambie sera représentée par Fredrick Chomba et le Zimbabwe par Antonia Guvava.

Les Juges ont déjà prêté serment de s'acquitter de leur tâche de manière impartiale, indépendante et consciencieuse et de préserver le secret des délibérations conformément à l'Article 5 du Protocole de la SADC sur les tribunaux.

Les juges ont été sélectionnés par leur organismes juridiques nationaux sur la base des crédences requises pour nomination au bureau juridique le plus élevé de leur territoire.

Le tribunal permettra aux parties en conflit d'engager des témoins pour des témoignages

oraux afin de prouver leurs cas tandis que des experts seraient engagés, pour guider l'équipe dans les aspects techniques.

Il possède également le pouvoir d'imposer des sanctions contre les témoins qui omettent d'apparaître délibérément devant la cour ou bien se présentent mais refusent de témoigner sans raisons valables.

Les témoins prêteront serment conformément aux lois et directives de leurs pays de résidence.

Les directives du tribunal stipulent également qu'un état membre devra traiter un témoin qui viole les règles du tribunal

comme si l'offense a été commise dans l'un de ses propres tribunaux.

"Les états membres concernés poursuivront le coupable devant sa cour compétente à la demande du tribunal," indiquent les règles.

Les experts et les témoins convoqués par le tribunal auront droits à un remboursement de leurs dépenses et compensation pour la perte actuelle de revenu, à partir du Bureau du Contrôleur du tribunal de la SADC.

Le tribunal aurait pour rôle de présider sur les affaires relatives à l'interprétation, l'application ou la validité des protocoles de la SADC et de tous les instruments

subsidiaires adoptés au sein de la structure de la communauté de la SADC.

Le verdict passé par le tribunal devra être communiqué aux états en conflit ou toutes autres parties.

"En termes de l'Article 15 du Protocole sur le Tribunal, le Tribunal aura la juridiction sur les disputes entre les états, et les disputes entre personnes naturelles et légales et les Etats," informe une déclaration émise par le secrétariat de la SADC.

La Namibie accueillera le Tribunal sous l'accord entre le gouvernement et le Secrétariat de la SADC.

La standardisation de politique de la SADC obtient le soutien de la CE

LES ETATS membres de la SADC vont bénéficier de l'harmonisation des standards et des politiques d'assurance de qualité suite à l'injection de 14,1 millions d'Euro par la Commission Européenne (CE) dans un programme régional qui cherche à éliminer les barrières techniques au commerce.

Comme convenu dans la transaction, la CE libèrera des fonds pour aider les pays de l'Afrique Australe à renforcer le commerce et l'investissement, protéger les consommateurs grâce à des standards de sécurité et santé améliorés, et de renforcer la compétitivité des fournisseurs de produits et de services.

Les fonds de la CE aideront à la mise en oeuvre du programme quinquennal de soutien de la SADC dans la Standardisation, l'Assurance de Qualité, l'Accréditation et la Métrologie (SAQM).

SAQM cherche entre autre, à éliminer les barrières techniques au commerce parmi les états membres et entre la SADC en tant que groupement et autres blocs commerciaux.

L'accord garantira l'affermissement de l'assistance de la CE en mettant en oeuvre l'Accord de l'Organisation Mondiale du Commerce sur les Barrières Techniques au Commerce (TBT), le soutien aux organismes

standards dans le développement des standards industriels, la création d'un réseau régional d'accréditation, l'assistance dans l'harmonisation des lois et réglementations, et dans la création d'un environnement favorable pour une plus grande participation du secteur privé.

Le projet apportera également une assistance technique et des formations du

personnel dans les institutions SAQM des états membres de la SADC.

L'accord fut signé au Botswana par le secrétaire général de la SADC, Tomaz Augusto Salomão en présence d'Anders Henriksson, directeur de la CE pour les régions de la Corne de l'Afrique, l'Afrique de l'Est et Australe, l'Océan Indien et Pacifique.

Les USA ravive le dialogue avec la SADC

LES ETATS unis informent qu'ils vont ressusciter les réunions consultatives annuelles avec la SADC, presque cinq ans après la suspension de celles-ci pour remettre en question la participation du Zimbabwe.

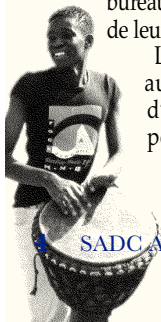
Le Secrétaire Adjoint au gouvernement des USA, Jendayi Frazer, a déclaré récemment que son gouvernement était prêt à reprendre les réunions du Forum SADC-USA, suspendues en 2001 après que les dirigeants régionaux aient objecté contre les tentatives américaines d'y interdire la participation du Zimbabwe.

Reconnaissant que la question du Zimbabwe avait, récemment, constitué un obstacle au dialogue des USA avec la SADC, Frazer annonça que l'administration des USA

intégrerait le Zimbabwe dans une discussion plus large avec les pairs de la région.

Le forum est un rassemblement des ministres de la SADC et des représentants du secteurs des affaires avec leurs homologues américains. Le premier forum SADC-USA eut lieu à Gaborone en avril 1999 et fut ouvert par le président Festus Mogae.

Le forum cherche à renforcer la coopération entre les USA et la SADC sur les questions économiques et socio-politiques. Sur le front économique, les discussions portent sur les méthodes et moyens d'améliorer l'environnement pour l'investissement étranger et politique ainsi que le renforcement de capacité dans la région de la SADC.



Mouvement ascendant dans le commerce intra-SADC

LE ZIMBABWE déclare que son commerce avec d'autres états membres de la SADC est en hausse selon les indications d'un regain du commerce intra-régional.

L'Afrique du Sud demeure le partenaire commercial le plus important du Zimbabwe, comptant pour 26 pour cent et 57 pour cent, respectivement, des exportations et importations du

pays selon le Bureau Central des Statistiques du Zimbabwe.

Les exportations vers l'Afrique du Sud ont augmenté de 5 pour cent durant les neuf premiers mois de l'année 2005 tandis que pendant la même période, la Zambie a absorbé 17 pour cent des marchandises d'exportation du Zimbabwe.

Le Botswana, Malawi, Mozambique et Namibie sont les

autres importants partenaires commerciaux régionaux du Zimbabwe.

Les exportations de l'Afrique du Sud vers les états membres de la SADC s'est également accrue de plus de 17 pour cent entre janvier et septembre 2005, avec

une augmentation de ventes de produits et services vers le Mozambique, la République Démocratique du Congo et le Zimbabwe, une hausse 28 pour cent, 27 pour cent et 22 pour cent, respectivement. (*The Herald*)

Le Botswana souhaiterait un usage plus rentable de sa ligne ferroviaire

LE BOTSWANA explique qu'il offre les routes les plus rentables et les plus rapides vers le Nord à partir de l'Afrique du Sud et souhaiterait offrir aux autres états membres de la SADC de faire meilleur usage de ses installations ferroviaires.

Un législateur, Tswana, Oreeditse Molebatsi, a récemment imploré les autres états membres de la SADC, dans un esprit d'intégration régionale, de réfléchir à la possibilité d'utiliser le Chemin de Fer du Botswana lors du transport de produits vers la

Zambie et d'autres pays du nord.

Le Ministre du Travail et des Transports du Botswana, Lesego Motsumi, informe que certains pays ont déjà commencé à utiliser les lignes de chemin de fer et espère que d'autres feront de même.

La plupart des états membres de la SADC importent des produits et du matériel brut de l'Afrique du Sud ou utilisent les ports sud africains en tant que points d'entrée pour des articles importés de l'extérieur de la région. (*Mmegi*)

Tazama réhabilite son infrastructure

L'OLEODUC de Tazama, vital pour la Zambie enclavée, est en cours de recapitalisation et réhabilitation pour satisfaire aux conditions requises de pompage en Zambie et d'accroître l'export de pétrole dans la région.

Le directeur général de l'oléoduc de Tazama, Largeman Muzelenga a récemment déclaré que bien que les conditions de l'infrastructure sur l'oléoduc soient relativement bonnes et que les conditions de pompage pour le marché local peuvent encore être satisfaites, la compagnie continuerait avec la recapitalisation et la réhabilitation de l'infrastructure commencées il y a quelques années.

L'oléoduc de Tazama est la

source principale de carburant de la Zambie, qui est pompé à partir du port de Dar es Salaam vers la raffinerie d'Indeni à Ndola, un mode de transport de carburant moins onéreux comparé au transport routier. Indeni est l'une des rares raffineries d'Afrique, située à l'intérieur des terres.

La Zambie importe des produits pétroliers raffinés à partir d'autres pays, notamment l'Afrique du Sud.

Le gouvernement zambien possède 50 pour cent de la raffinerie tandis que TotalFina est propriétaire des 50 pour cent restants. Les oléoducs de Tazama ont un contrat avec la raffinerie, administrant les opérations commerciales. (*The East African*)

Un peu d'encouragement ressorte des débats de l'OMC

par Joseph Ngwawi

IL Y A eu un peu d'encouragement pour l'Afrique Australe et autres pays en voie de développement à la conclusion de la sixième session de débats de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à Hong Kong en Décembre 2005.

Les ministres du Commerce de 149 pays ont évité de justesse l'effondrement des négociations commerciales à l'aide d'un compromis qui a enclenché quatre mois de négociations intensives dans le but de compléter un traité global crucial pour la santé de l'économie mondiale.

Les négociateurs doivent finaliser le gros d'une nouvelle transaction commerciale d'ici la fin du mois d'avril.

Après de très longues négociations, l'Union Européenne a finalement convenu d'éliminer les subventions sur l'export d'ici la fin de 2013. L'Afrique Australe et d'autres pays en voie de développement espéraient que celles-ci soient éliminées plus tôt.

"La date butoir au plus tard 2010, acceptable par tous les autres, auraient été le minimum mais n'était pas accepté par l'UE," explique l'Institut pour le Commerce, l'Information et les Négociations en Afrique Australe et de l'Est. (SEATINI).

Il y eut également une petite victoire pour les exploitants en coton des pays en voie de développement. Tandis que les subventions sur l'export seront éliminées en 2006, ceci constitue uniquement une infime portion de la distorsion commerciale.

Il n'y eu pas d'accord sur la distorsion commerciale des subventions nationales estimée à quelques US\$3.8 milliards soit entre 80 et 90 pour cent du total du soutien des Etats Unis pour le coton. Les subventions nationales constituent également presque la totalité des subventions européennes sur le coton.

Les exploitants africains du coton avaient espéré un

engagement réel des pays développés sur l'accès au marché, le soutien national et la compétition sur l'export. Ils espéraient un plan pour les aider à faire face à la compétition de leurs homologues, surtout aux Etats Unis, qui bénéficie de subvention gouvernementales provoquant la baisse des tarifs globaux.

D'autres obstacles clés à un accord commercial compréhensif incluent les tarifs sur l'import de produits agricoles et la libéralisation du commerce de produits industriels.

Les pays les moins développés (PMD), qui sont la cible principale de la discussion de Doha des débats de l'OMC, ont obtenu moins que ce qui avait été promis. Ils avaient demandé l'accès au marché de quota libre pour les marchés des nations riches pour tous les produits et pays PMD, mais l'accord provisoire de contenait rien sur l'engagement contractuel.

Il existe aussi une clause échappatoire que les pays ayant des difficultés à fournir un tel accès de marché puisse faciliter l'accès pour seulement 97 pour cent des produits. Cette clause échappatoire permet aux pays développés de continuer à protéger "les produits sensibles" qui sont d'un avantage d'export aux PMD, tels que les textiles et les vêtements, le riz, le sucre, les produits de tannerie et les produits de pêche.

La pire transaction, selon SEATINI, résidait dans les services et l'accès au marché non-agricole où les négociations penchaient en faveur des exigences de l'UE et des autres pays développés.

La proposition de services alternatifs de plus de 100 pays en voie de développement n'apparaissait pas dans la déclaration ministérielle finale et les changements textuels proposés par les pays en voie de développement ont été rejetés.



Les électeurs de la RDC sont en faveur d'une nouvelle Constitution, élections

LE PEUPLE a parlé en République Démocratique du Congo et a dit Oui pour une nouvelle Constitution lors du referendum tenu en décembre.

La RDC est désormais sur la voie pour ses premières élections démocratiques après fixées au 29 avril plus de quatre décennies.

Le compte final des résultats du referendum publié par la Commission Electorale Indépendante du pays (CEI) fixe le pourcentage à 84,31 pour cent en faveur de la nouvelle constitution tandis que 15,69 pour cent ont voté contre.

Selon la CEI, approximativement 15,5 millions de personnes soit 61,97 pour cent des 25 millions d'électeurs enregistrés ont voté dans plus de 36 000 bureaux de vote les 18 et 19 décembre.

Les observateurs ont acclamé la conduite du referendum et ont fait l'éloge du peuple de la RDC pour son patriotisme et sa participation massive. Un total de 5000 observateurs locaux et 280 internationaux ont assisté au processus de vote.

L'Institut Electoral de l'Afrique Australe (IEAA) a

La date est fixée pour les scrutins de la RDC

LES ÉLECTIONS de la RDC pour un nouveau président et parlement ont été fixées au 29 avril. L'inscription des électeurs fut clôturée en novembre 2005 mais la CEI a dû prolonger le processus de nomination pour les candidats afin de permettre à l'UDSP d'Etienne Tshisekedi de déposer sa candidature.

Plus de 25 millions de personnes se sont inscrites pour voter. Plusieurs candidats contesteront le siège présidentiel, y compris le Président en exercice Joseph Kabila du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie. D'autres candidats présidentiels incluent Tshisekedi et Jean-Pierre Bemba du Mouvement de Libération du Congo.

déclaré que le referendum devrait être considéré comme premier pas vers les élections, et a exhorté la commission électorale à peaufiner ses compétences de gestion électorale et d'accroître la capacité des agents électoraux pour garantir un plus grand succès dans les élections à venir.

Le vote "oui" a effectivement interrompu un vide potentiel de direction qui serait survenu si la nouvelle constitution avait été rejetée. La fonction pour l'actuel gouvernement de transition – une création découlant d'un compromis de paix convenu entre les anciens partis en conflit en 2003 – s'achève à la fin du mois de juin.

Les tentatives précédentes pour la tenu d'élections démocratiques dans ce vaste pays de plus de 55 millions d'habitants ont avorté.

Une nouvelle constitution transitoire fut adoptée en avril 2003, grâce à un accord global de partage de pouvoir signé par tous les partis politiques à Prétoria le 17 décembre 2002 et officiellement ratifiée par tous les partis le 2 avril 2003.

Cet accord forme la base du gouvernement de transition actuel dirigé par le Président Joseph Kabila et quatre vice-présidents sélectionnés des principaux partis d'opposition.

Un autre signe positif pour les élections à venir est la réinscription du chef de l'opposition, Etienne Tshisekedi, qui a accepté de participer, améliorant ainsi les chances d'une transition inclusive après plusieurs années d'instabilité politique.

Le 2 janvier, Tshisekedi a annoncé qu'il rejoignait le processus électoral afin de contribuer au développement de son pays.

Son Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDSP) a, ces deux dernières années, snobé le processus qui a mené au traité de paix historique signé en 2003.

"The UDPS, confronté à ses responsabilités devant Dieu et l'Histoire, entreprend de mener le peuple congolais, aspirant à la paix et au changement, vers la victoire finale lors des élections

prochaines," déclare Tshisekedi aux journalistes à Kinshasa.

Tshisekedi a servi trois mandats en qualité de premier ministre pendant le régime de

Mobutu Sese Seko avant d'entrer en désaccord avec l'ancien dirigeant za rois. Mobutu fut renversé en 1997 après avoir dirigé pendant près de 32 ans.



Les électeurs de la RDC disent "Oui" à une nouvelle Constitution et aux

Elections en Tanzanie "pacifiques, libres, transparentes, crédibles"

LES OBSERVATEURS des élections ont loué la conduite des élections du 14 décembre en République Unie de Tanzanie, et des électeurs qui disent-ils se sont mobilisés en grand nombre.

La Mission d'Observation d'Élection de la SADC (SEOM), dirigée par le ministre John Pandeni de la Namibie, affirme que le processus fut conduit "méticuleusement et selon la loi", les élections furent "pacifiques, libres, transparentes, crédibles gérées de manière professionnelle" et "reflétèrent la volonté du peuple".

SEOM a également loué "le sentiment de parité des sexes et de représentation de la jeunesse dans le processus électoral", et ajouté qu'il y avait une atmosphère pacifique et un haut niveau de tolérance politique.

L'Union Africaine a déclaré que les élections furent conduites efficacement, conformément aux réglementations et dans un environnement sûr, et il y avait une bonne coopération entre les officiels des bureaux de vote et les agents de partis, renforçant ainsi le consensus sur de nombreuses décisions. D'autres points

majeurs incluent la forte participation des électeurs, surtout les femmes, et le respect pour la confidentialité du scrutin.

Baleka Mbete, Porte-parole de l'Assemblée Nationale en Afrique du Sud et membre du Parlement Pan-africain, qui a dirigé la délégation de l'UA, a déclaré que dans les zones couvertes par les observateurs de l'UA, il n'y a eu aucun incident "d'agents de parti en désaccord avec le résultat des comptes et vérification des scrutins et du nombre de votes."

"Dans l'ensemble les élections ont été libres et justes," confirme la mission de l'UA, citant quelques problèmes ici et là qui pourraient faire l'objet de rectification aux prochaines élections.

La SEOM a noté que la Constitution devrait être disponible pour les observateurs en anglais, que les agences chargées du renforcement de la loi ne devraient pas aider à organiser les files d'électeurs, l'usage d'une encre indélébile devrait être standardisé (trempé ou peintre l'ongle), et la liste des électeurs devrait être publiée de manière ponctuelle et minutieusement vérifiée.



Président Kikwete reprendra les valeurs de Nyerere et l'économie de Mkapa

JAKAYA MRISHO Kikwete, quatrième président de la République Unie de Tanzanie, a promis une continuité de politique et d'améliorer les conditions de vie des Tanzaniens.

Kikwete a prêté serment le 21 décembre 2005 après avoir raflé plus de 80 pour cent des votes valides des élections tenues la semaine précédente. Il a promis de défendre les gains accomplis par ses prédécesseurs, surtout dans le secteur économique, et d'assurer une bonne gouvernance et le respect de la loi.

Il promet de maintenir la paix, la tranquillité, l'unité nationale, d'accomplir les projets inachevés dans le domaine de l'éducation et de la santé, de promouvoir les droits de l'homme et de combattre la pauvreté.

Deux domaines principaux de focus seront de confronter le chômage en créant de nouveaux emplois et de développer la production agricole dans les campagnes.

Le message de Kikwete a été consistant, promettant de soutenir les accomplissements précédents avec une "détermination renouvelée, vigueur et à un rythme plus rapide".

Le manifeste du parti au pouvoir, Chama Cha Mapinduzi (CCM), déclare, "Nous devrions adhérer à l'appel du Père de la Nation, Mwalimu Nyerere, que nous devons courir tandis que les autres marchent," se faisant l'écho d'une célèbre déclaration du président fondateur.

Interrogé par les media locales sur la légacie des trois premiers présidents, Kikwete expliqua que le président fondateur, Mwalimu Nyerere, fut "instrumental dans l'édification d'un pays uni, pacifique et stable ; Mzee Ali Hassan Mwinyi a lancé les réformes politiques et économiques; et je reconnais le Président [Benjamin] Mkapa pour sa gestion de la stabilité macroéconomique."

Kikwete a également crédité le président sortant pour ses efforts louables visant à éliminer la



corruption. "Nous nous devons de continuer ces efforts, le renforcement du Bureau pour la Prévention de la Corruption est l'un de moyen d'activer la campagne anti-corruption."

Il a ajouté qu'il essaierait d'éviter "le copinage et le recyclage" dans les nominations de ministres et d'officiels clés, et userait de critères tels que "patriotisme, amour de la nation, intégrité, travail ardu et expérience."

Kikwete a promi de faciliter l'accès à l'eau pour tous les



tanzaniens et de construire des écoles et centres médicaux supplémentaires, de développer le réseau des télécommunications et d'améliorer l'accès à l'électricité. La construction d'artères routières et autres projets commencés sous le gouvernement de Mkapa continuera, ainsi que la lutte contre le VIH et SIDA.

Un autre des slogans célèbres de la nation fut uhuru na umoja, "liberté et unité", et le résultat des élections 2005 de la Tanzanie en a démontré la raison.

Profil de Jakaya Kikwete Président de la République Unie de la Tanzanie

JAKAYA MRISHO Kikwete, 55 ans, a exercé dans le service public pendant plus de 30 ans, cependant il est l'un des plus jeunes dirigeants de l'Afrique de l'Est et Australe.

Le nouveau président est depuis longtemps un cadre du parti, au cabinet depuis 17 ans. Il a servi en qualité de Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale durant ces dix dernières années, et a servi auparavant en qualité de Ministre des Finances et Ministre de l'Energie et des Minéraux.

Kikwete a été membre du Comité Exécutif National du CCM depuis 1982, et au cours ces neuf dernières années membre du Comité Central du parti. Il a émergé de la jeunesse du parti et jouit d'un ferme soutien de la jeunesse du pays.

Né le 7 octobre 1950 dans le village de Msoga dans le district historique de Bagamoyo dans la

région côtière, Kikwete appartient à un groupe ethnique très modeste, un des plus de 120 groupes qui constituent la République Unie de Tanzanie. Il est titulaire d'une licence en Economie de l'Université de Dar es Salaam.

Il a intégré le parti au niveau du district, et a également servi dans les Forces de Défense du Peuple de la Tanzanie (TPDF), promu au grade de capitaine en 1979 et de lieutenant-colonel en 1991. Il est devenu l'instructeur politique en chef des TPDF en 1984 et en est désormais leur Commandant en Chef.

Le CCM a sélectionné son candidat présidentiel dans un processus minutieusement étudié qui implique la sélection d'une personne parmi 11, sur la base de qualités telles que la capacité de promouvoir et protéger l'unité nationale, la paix et la stabilité, et la détermination dans la lutte contre l'injustice et l'oppression.

Le CCM remporte presque 90 pour cent des sièges du Bunge

LE PARLEMENT tanzanien, le *Bunge*, a été augmenté de 324 membres, composés de 232 membres élus le 14 décembre et le reste sur nomination.

Des membres nommés au Parlement, 75 sièges sont réservés aux femmes, représentant 30 pour cent du chiffre pour les sièges élus. Les 75 femmes sont nommées par la Commission Electorale Nationale sur la base du nombre de votes gagnés par les parties représentés au parlement

10 membres de plus sont nommés par le président de l'Union, cinq sièges sont occupés par les membres de la Chambre des Représentants de Zanzibar, et deux sièges sont réservés pour l'Avocat Général et le Président du Parlement.

Chama Cha Mapinduzi (CCM) a facilement gagné les élections parlementaires avec 206 sièges. Les partis d'opposition ont seulement gagné sept sièges sur le continent, dont cinq pour Chama cha Demokrasia na Maendeleo (Chadema) et un chacun pour le Parti Travailleuse de la Tanzanie (TLP) et le Parti Démocratique Uni (UDP).

Certains des sièges de circonscription ont été remportés par des femmes y compris la majorité des 19 candidates CCM.

La situation était plus divisée dans la région semi-autonome de Zanzibar, où l'île sud, Unguia a renvoyé tous les membres du CCM à l'exception d'un seul tandis que l'île nord, Pemba a renvoyé une liste complète de 18 membres de l'opposition Front Civique Uni (CUF) au *Bunge*.

Le nombre total de sièges élus gagnés par l'opposition était de 26, et le prochain chef de l'opposition au parlement viendra de l'île de Pemba, puisque le CUF n'a pas réussi à gagner un seul siège sur le continent.

Environ 70 pour cent d'électeurs inscrits se sont présentés aux scrutins.

Le Conseil approuve le programme régional pour 2006

par Munetsi Madakufamba

LE PROGRAMME Politique de la SADC pour 2006 sera discuté et approuvé par la communauté régionale des ministres lors du Conseil prévu le 23 et 24 février au Botswana.

Le Conseil, qui se réunit deux fois par an, est responsable de la supervision et contrôle des fonctions et développement de la SADC et de garantir que les politiques soient correctement appliquées.

Le Conseil des Ministres de la SADC se réunit souvent en février pour débattre des affaires institutionnelles, y compris la restructuration actuelle des diverses institutions de

l'organisme régional, ainsi que d'approuver les budgets annuels et les plans stratégiques à mettre en oeuvre par le Secrétariat, basé au Botswana.

Les ministres, provenant en général de ministères des Affaires Étrangères, de la Coopération Internationale, du développement économique, de la planification ou des finances des états membres se sont réunis à nouveau à la veille du Sommet en août/ septembre afin de préparer les recommandations politiques pour les chefs d'états et de gouvernement.

Au Botswana, le Conseil étudiera les progrès sur un certain nombre de décisions

prises à ce jour, en particulier la réforme institutionnelle critique. Le processus de réforme a centralisé la gestion au Secrétariat, regroupant les 21 secteurs nationaux coordonnant des unités et commissions en quatre conseils d'administration opérant désormais à partir de Gaborone.

Les conseils d'administration sont notamment sur le Commerce, Industrie, Finances et Investissement (TIFI); Alimentation, Agriculture et Ressources Naturelles (FANR); Infrastructure et Services (IS); Développement Social et Humain et Programmes Spéciaux (SHD).

étaient en cours de finalisation pour faciliter le recrutement sur contrat. Le précédent Conseil des ministres a décidé du système de quota afin de garantir une représentation équilibrée des états membres.

Il est également prévu que le Conseil des Ministres examine les opérations de la Commission Intégrée des Ministres (CIM). La CIM fait partie de la nouvelle structure de gouvernance de la SADC instaurée pour remplacer ce qui était auparavant des commissions sectorielles de ministres. Elle se compose de deux ministres de chaque états membres et la participation aux réunions dépend des points figurant sur l'ordre du jour et des intérêts des états membres.

D'autres points sur l'ordre du jour du Conseil contiennent un rapport sur l'Union Africaine et son programme de Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), sur la coopération avec la communauté internationale y compris l'Union Européenne qui se rattache à la SADC par le biais de l'Initiative de Berlin ainsi que sur les Accords de Partenariats Économiques qui sont en cours de négociation.

Le Conseil discutera également des préparations pour la Conférence Consultative de la SADC prévue le 26-27 avril à Windhoek, Namibie. La conférence visent à renforcer un nouveau partenariat entre la SADC et ses partenaires coopérants internationaux, mobiliser des ressources pour la dissémination de plans stratégiques régionaux et donc de faciliter la mise en application d'un programme commun à la SADC.

Le thème de conférence consultative est "Partenariat pour la Mise en Application du Plan Régional Indicateur de Développement Stratégique (PRIDS) et le Plan Stratégique Indicateur de l'Organisme sur la Politique, la Défense et le Sécurité (PSIO)



Le Monument de Pierre de la Fondation, site du nouveaux siège de la SADC, Gaborone

Un autre Conseil d'administration a été établi qui traite les questions de politique, défense et sécurité.

Des difficultés importantes sont apparues surtout en ce qui concerne la dotation en personnel de la nouvelle structure, ainsi que la construction d'un nouveau siège pour recevoir une équipe élargie. En janvier, un certain nombre de postes étaient encore à pourvoir.

Lors de sa réunion en février 2005, le Conseil a déployé l'arrangement transitoire d'avoir du personnel détaché et recruté jusqu'à fin mars 2006, à laquelle période le personnel est supposé être en place.

Le détachement de personnel était supposé être une mesure temporaire pendant que les descriptions de poste correctes et de transfert de fonctions provenant des états membres



Salomão visite les états membres, fixe des objectifs pour la région



Salomao accompagné des ministres angolais de la Planification et des Transports, Ana Dias Lourenço et Luis Bramdao respectivement, ainsi que des officiels du Gouvernement et du secteur privé durant une visite au Port de Lobito. Photo 4. Au Lesotho, il a rendu une visite de politesse au Premier Ministre Pakalitha Mosisili

LE SECRETAIRE Général de la SADC, Tomaz Augusto Salomão, a fait le tour de la région pour se familiariser avec les développements dans les états membres et évaluer les gouvernements sur les domaines prioritaires qu'il souhaiterait aborder pendant sa fonction.

Salomão, qui a pris ses fonctions en septembre 2005, a ce jour à visité l'Angola, la République Démocratique du Congo (RDC), le Lesotho, la Namibie, Madagascar, le Swaziland, la République Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Il est prévu qu'il rende visite à tous les pays de la SADC.

Durant les visites dans divers pays, il a soulevé un certain nombre de questions pertinentes, y compris la nécessité de développer pour la région, une infrastructure de base robuste.

Il plaide pour l'introduction d'un plan directeur sur le développement du réseau routier, les ponts, les ports, le transport aérien, l'infrastructure d'irrigation et les télécommunications.

Les initiatives de développement spatial joueraient un rôle important dans ce domaine. La région possède un certain nombre de corridors de développement à divers stades de mise en oeuvre.

Durant sa visite en Angola, le secrétaire général a mis l'accent sur l'importance stratégique d'installations à proximité de la mer telles que le Corridor de Benguela (également connu en tant que Corridor du Lobito) et a

fait appel à des efforts concertés afin de ressusciter le développement du corridor.

Les efforts déployés pour réouvrir le Corridor de Benguela sont tributaires des progrès accomplis par le gouvernement Angolais et les autres partenaires sur le programme de déminage visant à débarasser la zone des mines plantées pendant la guerre civile du pays. Il impliquerait également la réhabilitation de la ligne de chemin de fer et la reconstruction des ponts détruits ainsi que des principales connexions routières vers la RDC, Namibie, Zambie et le reste de la région.

L'accent sera également mis sur l'exploitation de la base des compétences de la région grâce à une stratégie régionale coordonnée

sur le développement des compétences. Durant sa visite au Swaziland et au Zimbabwe, Salomão a cité le développement des ressources comme pivot pour aborder les problèmes socio-économiques de la région. Il a félicité le Zimbabwe pour son excellente base de compétence.

Le VIH et SIDA et la sécurité alimentaire durable avaient une position prominente durant la tournée régionale de Salomão. La région a finalisé un plan quinquennal commercial stratégique (2005-2009) pour la mise en oeuvre de la Structure Stratégique de la SADC et du Programme d'Action signé en 2003 au Lesotho, pour combattre le VIH et SIDA. Les réponses de la région à la pandémie sont guidées par la Déclaration de

Maseru sur le VIH et SIDA signée en 2003 au Lesotho. Salomão a félicité le Lesotho pour avoir lancé la déclaration.

La sécurité alimentaire durable est l'une des gageures pressantes de la SADC, dans une région sensible à la sécheresse. L'un des domaines crucial que la région doit aborder est le développement du système d'irrigation dont le but est de réduire, la dépendance sur l'agriculture tributaire de la pluviométrie et augmenter les allocations budgétaires pour la gestion de l'eau et l'irrigation.

Il souhaite également accélérer la mise en oeuvre du Protocole sur la Facilitation de la Circulation de personnes, qui cherche à éliminer les barrières sur les mouvements des citoyens de la région à travers les frontières.

Les Seychelles poseront leur demande d'adhésion à la SADC

LES SEYCHELLES poseront cette année leur demande d'adhésion à la SADC parce que le pays est de plus en plus actif dans les relations internationales, a déclaré le Président James Michel.

Le Ministère des Affaires Etrangères du pays a récemment bénéficié d'une allocation de budget d'1,9 USD million pour les préparations visant à la réadhésion de l'île de l'Océan Indien à la SADC.

"Le Ministère des Affaires Etrangères a un rôle clé à jouer pour défendre et promouvoir les intérêts des Seychelles dans un monde de plus en plus globalisé.

Dans ce contexte, je suis heureux d'annoncer que Les Seychelles renouvellent leur adhésion à la SADC en 2006," a n n o n c e Michel.

Le pays a quitté la SADC en juillet 2003, mais le retrait est entré en vigueur en juillet 2004. A l'époque, les officiels du Ministère de Affaires Etrangères des Seychelles disaient qu'il existait peu de justification pour la contribution annuelle que les Seychelles étaient supposées payer à l'organisation régionale surtout lors d'une période de grande difficulté en raison de la pénurie dans le domaine du change.

Michel explique que grâce à une participation accrue des investisseurs étrangers dans l'économie du pays, "l'économie s'est améliorée."

A l'époque de son retrait de la SADC, Les Seychelles avaient incorporé la plupart des réglementations de l'organisation dans sa législation nationale en raison de son ancienne adhésion. Si Les Seychelles sont réadmissibles, le nombre des îles de l'Océan Indien membres de la SADC devrait passer à trois. Les autres sont l'île Maurice et Madagascar, toutes deux membres actifs qui ont axé leurs efforts en politique étrangère vers l'Afrique Australe.

La SADC fait la promotion de produits touristiques

LA SADC fait la promotion des zones de préservation transfrontalières et des Initiatives de Développement Spatial (IDS) comme produits de tourisme alternatifs visant à commercialiser la région en tant que destination touristique.

A cet égard, la SADC promeut les partenariats communautaire-public-privé dans le développement du tourisme, y compris la participation par des petites à moyennes entreprises, les femmes et les jeunes.

Les IDS basées sur le tourisme sont plus visibles dans l'Initiative de Développement Spatial de



Le Roi Mswati III lors de l'inauguration du début officiel des travaux de construction de la station de vacances Jozini le long de l'Initiative de Développement Spatial de Lubombo

Lubombo où l'installation d'un hôtel d'une valeur de plusieurs millions de dollars est en train de prendre forme.

Le centre de vacances Jozini, récemment lancé par le roi Mswati III du Royaume de Swaziland, est en plein développement sur le barrage de Jozini partagé par l'Afrique du Sud et le Swaziland. Le Corridor de Lubombo connecte également le Mozambique à ces deux pays.

La fin de la construction est prévue dans les cinq prochaines années, en temps voulu pour le tournoi de la Coupe du Monde de Football que l'Afrique du Sud accueillera en 2010.

Madagascar et la Namibie prospectent les gisements de pétrole

MADAGASCAR A offert une autre série de licences à des compagnies privées pour explorer les réserves potentielles de pétrole et gaz tandis que la Namibie a donné la permission à une firme Croate de prospecter pour du pétrole sur les rives du bassin Nama.

Madagascar est connu pour ses réserves de pétrole et de gaz, mais ces dernières ne sont pas adéquatement cartographiées et il n'existe pas de production importante.

Le Bureau des Mines Nationales et des Industries Stratégiques de Madagascar (OMNIS) - en coopération avec une compagnie géophysique norvégienne TGS-NOPEC - a récemment annoncé l'ouverture d'une nouvelle série de licence concernant le Bassin de

Morondava, situé sur la côte dans la partie ouest de Madagascar.

Actuellement, il n'existe pas de production de pétrole à Madagascar. L'entreprise n'a que de modestes opérations d'exploitation de gaz. Ceci malgré des découvertes plutôt importantes de gisement de pétrole sur la côte.

La Namibie a récemment amorcé un accord d'exploitation de pétrole avec une compagnie Croate, INA Industrija Nafta, qui commencera l'exploration sur la rive du bassin Nama dans la partie sud du pays. Les bassins du littoral de la Namibie sont supposés être riches en pétrole, mais peu d'explorations ont été menées jusqu'à maintenant.

La licence permettra à l'INA

d'entreprendre des activités de prospection sur un période de deux ans.

Le sable du rivage du lac Malawi pour la fabrication de téléphone mobile

LE SABLE DU rivage du lac Malawi sera bientôt exploité en un produit dérivé pour la fabrication de téléphones mobiles à Taiwan dans une entreprise estimée rapporter au pays 9 milliards de K en devise par an.

Allied Procurement Agency (APA) Agence d'Approvisionnement du Zimbabwe a installé une usine à Chipoka à Salima pour extraire les précieux minéraux appelés zircon et rutile utilisés dans la fabrication des téléphones mobiles et décorer les articles de maison.

Le directeur général d'APA, Timothy Moyo, expliqua que le processus préparatoire composés d'études de faisabilité est terminé mais n'a pas indiqué la date du début de l'exploitation minière.

Des échantillons de minéraux ont déjà été testés et envoyés à des acheteurs taiwanais potentiels qui les ont certifiés en tant que matériel correct adéquat.

Environ 70 nouveaux emplois seront créés à la commission du projet, avec les chiffres s'élevant à 3000 lors de l'installation prochaine d'une usine plus vaste pour satisfaire à la production annuelle de 12 096 tonnes métriques.

Les études de faisabilité ont montré une forte concentration de minéraux le long des rives du Lac Malawi, particulièrement à Salima. Selon l'APA, les indications sont que les gisements devraient durer 300 ans. (The Nation)

Les essais de maïs résistant à la sécheresse du Zimbabwe

LE ZIMBABWE a développé une variété de maïs résistant à la sécheresse et à la vermine et est en cours d'entreprendre des tests sur le terrain pour déterminer l'efficacité du nouvel éventail de semences.

Les variétés de maïs sont la partie production du Projet d'Amélioration du Maïs entrepris par le Centre de Développement et de Recherche Industrielle et Scientifique (SIRDC).

Le projet vise à développer et produire des variétés de maïs, qui sont tolérantes à la sécheresse et résistantes à la vermine à travers l'usage de sélection assistée de marqueur moléculaire.

Le SIRDC effectue également des recherches sur la production de champignon et s'est embarqué dans un projet de culture indigène. Le projet de champignonnière a pour but le développement, la production et la vente de champignon de qualité supérieure de mycelium huitre, bouton et chanterelle.

Le projet indigène vise à continuer la recherche et le développement de produits à partir de cultures indigènes faiblement utilisées.

Ce projet cherche à identifier les ressources en cultures et plantes indigènes qui seront converties en produits alimentaires nutritifs de valeur supérieure pour la commercialisation locale et régionale.

L'Angola introduit la gouvernance électronique

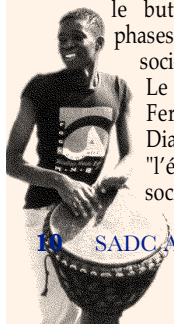
L'ANGOLA A annoncé ses plans d'introduire la gouvernance électronique cette année. Le projet nécessitera la cartographie électronique et l'enregistrement de l'identité de tous les Angolais en usant de nouvelles technologies.

La compagnie suisse WISEKey SA sera responsable du concept, mise en oeuvre et gestion du projet "Secure Angola", qui est prévu en tant que composant du

"Plan d'Action pour la Gouvernance Electronique", dont le but est d'adopter des phases conclusives vers une société digitale en Angola. Le Premier Ministre, Fernando da Piedade Dias dos Santos déclare "l'émergence de la société de connaissance

exigera de nous tous, de nouvelles manières de voir et analyser le monde autour de nous et les nouveaux paradigmes de gouvernance. Ceci nécessitera de nouveaux modèles et de nouveaux plans pour interaction entre les gouvernements et les citoyens, offrant une autre vision et une meilleure efficacité au contact des citoyens et une participation dans la vie sociale, culturelle, éducative, académique, économique et politique du pays."

Selon le plan d'action, le projet inclut de dresser l'identité pour enrôler tous les angolais dans une base de données d'identités digitales. Pour que cela devienne réalité, le gouvernement a mis l'accent sur la sécurité de communications électroniques.



La SADC prévoit une augmentation dans la production de céréales

LA SADC s'attend à une production plus abondante de céréales et autres cultures pour la région pendant la saison 2005/2006 comparé aux précédentes.

Prenant la parole en Angola, Salomão déclara que cependant les prévisions pour la saison actuelle excluent les cultures qui n'appartiennent pas à la variété céréales telles que la cassave, dont la production est supposée augmenter de près de 30 pour cent c'est-à-dire de 6,6 millions à 8,5 millions de tonnes.

La région a produit environ 30,94 millions de tonnes de céréales pendant la saison 2004/05 et la production est supposée augmenter de 35 pour cent pendant la saison des pluies en cours. Les prévisions agricoles pour la saison sont en cours de compilation.

L'Afrique Australe est également en train de jouir d'un regain de la culture en raison de l'engouement des fermiers pour ces tubercules résistants à la sécheresse.

Les quatre saisons de pluies écoulées depuis 2001 ont toutes été, à l'exception d'une seule, des années de sécheresse. Seule la saison 2003/04 a eu des pluies suffisantes et bien réparties pour garantir la saison agricole dans la majeure partie de la région.

Durant la saison 2004/05, seules l'Afrique du Sud et la République Unie de Tanzanie avaient des surplus de récoltes de maïs tandis

que les autres membres de la SADC ont dû en importer pour satisfaire aux besoins nationaux.

Environ 10 millions de personnes dans la région sont menacées par l'insécurité alimentaire et ont besoin d'assistance alimentaire jusqu'à la prochaine récolte d'avril après la saison des pluies 2004/2005 au dessous de la normale.

Les indications jusqu'à

maintenant montrent une saison largement normale en 2005/06, avec des rapports informant que la plupart des pays de la région ont reçu des pluies au-dessus de la normale.

Face aux fréquentes sécheresses, la région investit lourdement dans les systèmes d'irrigation, et les zones irriguées sont passées de 1.63 million d'hectares en 1985 à 1.96 million d'hectares.

Les gouvernements de la SADC ont entrepris d'accélérer l'usage des technologies d'irrigation telles que les pompes à pédale et à moteur, le système de canalisation et les technologies d'économie de l'eau. Les investissements sont également injectés dans la recherche et la production de variétés de semences tolérantes à la sécheresse.

La SADC a pour but de faciliter la circulation des semences

LA SADC a fait quelques progrès dans l'harmonisation des systèmes de réglementation de semence pour en faciliter la circulation à travers les frontières de la région sans compromettre la qualité et la santé de la plante.

Une réunion des officiels supérieurs du gouvernement sur l'Harmonisation des Réglementations des Semences tenue à Maputo du 8 au 9 décembre 2005 a convenu d'adopter un système de réglementation harmonisée sur les semences.

Une fois mis en place, le système devrait améliorer le commerce des semences parmi les états membres, et accroître la disponibilité de semences de qualité pour les agriculteurs.

Ceci est conforme à la Déclaration de Dar-es-Salaam, qui met l'accent sur la nécessité de

la sécurité de production de semences de façon à parvenir à la sécurité alimentaire.

L'assemblée a pris note de la nécessité de renforcer la capacité aux niveaux national et régional. Le système proposé exigera du personnel qualifié dans l'expérimentation et les inspections des semences, les procédures d'autorisation d'une variété et les aspects de quarantaine et phytosanitaires.

De plus, le système proposé devrait requérir des équipements adéquats pour l'expérimentation des semences et les opérations phytosanitaires de manière à satisfaire aux normes régionales et internationales pertinentes.

L'assemblée a insisté sur la nécessité d'avoir une structure institutionnelle rentable pouvant

être mise en application au sein de structures déjà existantes aux niveaux national et régional, pour que le système soit durable sans trop exiger des états membres et des fermiers.

Pour faciliter le mouvement de semence à travers les frontières, les officiels ont indiqué la nécessité d'impliquer les ministères des affaires et du commerce à participer dans les discussions de suivi, qui prépareront les propositions de projets finaux pour soumission à la Commission Intégrée des Ministres de la SADC.

Le Réseau pour la Sécurité des Semences de la SADC, opérant sous l'égide du Conseil d'Administration pour l'Alimentation, l'Agriculture et les Ressources Naturelles (FANR), a été chargé de diriger ce processus.

Dialogue des dépositaires sur l'IWRM dans le bassin du Zambèze

DÉBUT DÉCEMBRE, environ 90 dépositaires des états du bassin de la rivière du Zambèze et au delà se sont réunis à Gaborone dans le but de discuter les stratégies d'une Gestion Intégrée des Ressources Hydrauliques (IWRM).

La conférence cherche à faciliter les consultations entre dépositaires, partager les informations sur diverses initiatives, et identifier les problèmes et difficultés de l'IWRM, comme moyen de stratégie de formulation informative pour la gestion des ressources du bassin.

S'adressant à la conférence, Félix Monggae de la Société de Préservation du Kalahari a offert une bonne description de l'IWRM.

"Ceci impose la participation de tous les dépositaires, surtout dans les communautés, dans les processus de planification et gestion qui portent sur les ressources naturelles du bassin de la rivière avec l'emphase mis sur les ressources hydrauliques."

Les présentations soumises pour discussion incluent un aperçu de Projet 6 de Plan d'Action du Zambèze, du Projet Phase II (ZACPRO 6.2) et la stratégie de formulation de l'IWRM, ainsi que les problèmes et gageures.

Les problèmes comprennent une allocation équitable des ressources transfrontalières en eaux, la gestion intégrée des inondations et l'intégration de la

parité des sexes dans l'IWRM du bassin du Zambèze.

Les comités nationaux d'organisation (CNO) ZACPRO 6.2 de sept des huit états riverains ont donné aux participants un aperçu des problèmes et difficultés de l'IWRM dans leurs pays. L'Angola, huitième état du bassin, n'y était pas représenté.

ZACPRO 6.2 est en train de développer une stratégie pour le bassin et la consultation a mis au point une partie de la stratégie de processus de formulation.

La conférence fut organisée par ZACPRO 6.2 en collaboration avec les partenaires, le bureau régional de l'Union Mondiale pour la Préservation (IUCN) et le Centre

Musokotwane de Ressource pour l'Environnement du Centre de Recherche et Documentation de l'Afrique Australe (SARDC).

La formulation de la stratégie de l'IWRM fonctionne parallèlement à l'établissement de la Commission des Cours d'Eau du Zambèze (ZamCom), une institution qui vise à promouvoir la gestion efficace et le développement durable des ressources hydrauliques dans le bassin de la rivière du Zambèze.

Quatre des huit états du bassin ont ratifié l'accord ZamCom signé en juillet 2004. Il entrera en vigueur lorsque deux-tiers des états du bassin l'auront ratifié, et cela pavera la voie pour l'instauration d'un secrétariat ZAMCOM.

Une SADC qui communique

Lancement de nouvelles communications et d'une stratégie promotionnelle

LA SADC est en train de moderniser le flot d'information concernant la région et de renforcer la capacité interne dans les états membres pour efficacement communiquer les développements régionaux. Poussée par l'approbation récente de la Commission Intégrée des Ministres de sa Stratégie Promotionnelle et sur la Communication, la SADC a l'énorme défi de renforcer les voies

de communication au sein et parmi les états membres, et d'encourager une plus grande interaction entre le secteur public et privé dans la communication de leurs accomplissements.

Selon un plan convenu lors d'une réunion d'experts des media de la région tenue au Swaziland en novembre, les campagnes de relations publiques et media seront élaborées et une collaboration

étroite maintenue parmi les commissions nationales de la SADC, les coordinateurs de media et les praticiens des média sans les états membres.

L'une des difficultés est renforcer la capacité des coordinateurs de media nationaux dans les 14 pays membres. La situation actuelle tourne autour d'un réseau de coordinateurs de media nationaux dont le rôle est

d'agir en tant que liens entre le secrétariat de la SADC et les autres media des pays respectifs.

Les coordinateurs de media travaillent étroitement avec les commissions nationales de la SADC composées de représentants des secteurs public et privé et les organisations civiques.

La réunion a développé un plan de mise en oeuvre dans lequel les coordinateurs de media, companies de media, les partenaires régionaux et le secteur privé seront supposés jouer un rôle important dans la communication des programmes et initiatives de la SADC.

Le Centre de Recherche et Documentation pour l'Afrique Australe, l'Association de Diffusion pour l'Afrique Australe, l'Institut des Media pour l'Afrique Australe et le Forum des Rédacteurs de l'Afrique Australe étaient représentés à l'atelier de Manzini. Les états membres étaient représentés par leurs coordinateurs de média.

Restratégiser l'intégration régionale sur la base de la parité des sexes

par Nakatiwa Mulikita

LORS D'UNE conférence consultative, les machineries nationales sur la parité des sexes et autres dépositaires ont convenu de travailler en collaboration étroite et d'avoir des objectifs précis à accomplir par tous en quête de créer une communauté sensible à la parité des sexes,

Réunis à Gaborone en décembre, les participants ont identifié le besoin d'établir des partenariats dynamiques et durables entre les gouvernements et

les autres dépositaires en tant que difficulté clé à la parité des sexes.

Ils ont également identifié la nécessité d'une plus grande volonté politique afin de renforcer la capacité institutionnelle des machineries nationales, ainsi que la mobilisation des ressources.

Le Secrétaire Général de la SADC, Tomaz Augusto Salomão, a réitéré l'engagement de la région dans la consolidation de la participation des dépositaires tels que les gouvernements, la société civile et les partenaires en développement à tous les stades de développement et de mise en application des politiques sur la parité des sexes.

La Conférence de Consultation sur la Parité des Sexes de la SADC, qui a eu lieu du 6 au 9 décembre 2005 sous le thème "Réflexion et Restratégisation pour une Intégration Régionale Basée sur la Parité des Sexes", cherche des moyens pour intégrer la parité de sexes dans toutes les politiques nationales et régionales, les programmes et activités, et l'adoption de mesures positives pour accélérer les progrès.

Plus de 100 délégués ont participé à la conférence, représentant les machineries nationales sur la parité des sexes dans les états membres de la SADC, l'Unité sur la Parité des Sexes de la SADC, les associations féminines, les groupes de société civile travaillant sur les problèmes de parité des sexes dans la région, et les partenaires de coopération et bailleurs de fonds.

La conférence a convenu d'une structure provisoire de mise en

oeuvre régionale sur la parité des sexes et le développement, qui comprend des stratégies qui adresse certaines des difficultés sévissant dans la région telles que le VIH et SIDA, la sécheresse et l'insécurité alimentaire.

Vers un protocole sur la parité des sexes

LES DELEGUES de la Conférence Consultative de la SADC sur la Parité des Sexes exigent la transformation de la Déclaration de la SADC sur la Parité des Sexes et le Développement en un protocole et ont convenu de faire le premier pas dans le domaine de sensibilisation.

Les machineries nationales sur la parité de sexes prévoient de travailler avec la société civile, le secteur privé et les autres dépositaires vont organiser la sensibilisation au moyen d'ateliers nationaux et de pression de leurs gouvernements. Les réunions nationales devraient sensibiliser sur la motion proposée de transformer la déclaration en protocole provisoire à présenter au Conseil des Ministres de la SADC en 2007.

L'Unité sur la Parité des Sexes de la SADC était chargée de convenir une autre réunion des machineries nationales de parité des sexes, des dépositaires et des partenaires de coopération vers la fin de l'année 2006 pour faire le bilan au niveau national des activités pour populariser la question.

Un protocole est un instrument légalement exécutoire tandis qu'une déclaration n'engage pas les parties.

Interventions communautaires pour une crise globale

L'ERADICATION DE la pauvreté est une des interventions clés dans la lutte contre le VIH et SIDA et les pays de la SADC emmènent la lutte au niveau des masses en enrôlant l'aide des communautés locales qui cherchent des solutions locales pour un problème global.

Au Swaziland, les groupes communautaires prêtent désormais assistances à la lutte contre la maladie en contribuant aux besoins nutritifs de ceux infectés ou affectés. Lors d'une telle initiative, un groupe de chefs de communauté et d'aide-soignants approvisionnent en légumes les personnes vivant avec la maladie et génèrent un revenu de la vente d'un projet de jardinage instauré avec l'aide du chef traditionnel local.

Des projets similaires existent dans d'autres pays de la SADC où les communautés mobilisent des fonds pour venir en aide aux personnes vivant positivement avec le VIH.

Actions et objectifs

Structure Provisoire de Mise en Oeuvre Régionale sur la Parité des Sexes et le Développement:

Les états membres doivent d'ici 2010 mettre en place des clauses constitutionnelles pour l'égalité des sexes y compris le droit à la dignité, le droit à la vie, l'intégrité et la sécurité;

Eradication de l'analphabétisme d'ici 2020;

Amorcer une campagne de tolérance nulle sur la violence contre les femmes qui résulte dans l'absence de violence contre les fillettes en milieu scolaire d'ici 2009;

Egalité des sexes dans toutes les structures de prises de décision d'ici 2015;

Eliminer tous les stéréotypes sur la problématique des sexes des media d'ici 2020;

Etablir une Commission sur les Droits des Femmes sous l'autorité du Secrétariat de la SADC et de l'Unité sur la Parité des Sexes d'ici 2007.



Une Perspective Panafricaine

NEW AFRICAN couvre une série de questions pertinentes à toutes les régions de l'Afrique, et présente sa publication mensuelle avec une première page couverture d'actualité et un concept accessible. Il y a une page des matières illustrées d'accès rapide, qui explique comment trouver les récentes éditions "Around Africa" ou "The Arts" ou des caractéristiques de contexte détaillées. Les colonnes sont bien écrites, directes et pertinentes, et il y a des sections uniques que l'on ne trouve pas dans les autres magazines qui couvrent l'histoire "Contes tirés des Archives" et la "Diaspora". Les articles principaux sont dynamiques et d'actualité et vont du G8 et l'Afrique, aux questions de développement, en passant par la justice et les dirigeants, et l'histoire africaine. *New African* se décrit en tant que "magazines panafricains le mieux vendus" et vise à présenter une perspective panafricaine.

African Business déclare qu'il est le "magazine Numéro Un du monde des affaires en Afrique" et est à lire impérativement pour tous ceux qui font du commerce sur le continent. Les articles principaux récents portent sur le Sommet de l'OMC sous le titre "l'Afrique se bat pour la justice en affaire", une édition récente qui contenait également un rapport national spécial sur le Botswana. D'autres articles vedettes récents et détaillés portent sur la "révolution dans l'investissement", les "200 premières compagnies africaines" et le Sommet des Affaires USA-Afrique.

New African et *African Business* ont été fondés en 1966, mais ont subi une vigoureuse rénovation et amélioration par leurs éditeurs actuels, respectivement Balfour Ankamah et Anver Versi. Les deux magazines sont publiés par IC Publications, icpub@africasia.com, Site web: www.africasia.com



Registre Régional 2005 Programme de Recherche appliquée pour la Gestion des Terres et de l'Eau de la SADC

DE VASTES parties de l'Afrique Australe sont arides ou semi-arides ce qui représente des circonstances difficiles pour l'agriculture tributaire de la pluviométrie sur laquelle dépend la majorité de la population de la région. Pour surmonter ces contraintes environnementales, un large éventail de technologies a été développé au cours des années dans la région de la SADC avec d'énormes ressources humaines et financières. Ces technologies abordent les problèmes tels que la dégradation du sol, la collecte d'eau, les systèmes de labourage et de récolte, et les variétés de cultures robustes.

Ce registre est une tentative de collecte des informations disponibles sur les activités relatives à la gestion des terres et de l'eau dans la région de la SADC afin que tous les dépositaires puissent y avoir accès. Il fournit

des contacts pour les organisations clés et les praticiens de 10 états membres qui tombent dans la catégorie des zones arides et semi-arides, afin de faciliter l'accès ainsi que l'échange d'idées et technologies. Le registre ne couvre pas l'Angola, la RDC, Madagascar et l'Ile Maurice.

Dans la préface du registre publié par le secrétariat de la SADC, le directeur du Conseil d'Administration pour l'Alimentation, l'Agriculture et les Ressources Naturelles (FANR) Margaret Nyirenda, convient qu'il s'agit là "d'une excellente ressource à utiliser par les dépositaires régionaux intéressés par les contraintes et les opportunités associées à la sécurité alimentaire dans la région de la SADC et les difficultés concomitantes dans la gestion des terres et des eaux." www.sadc.int

PUBLICATIONS

Development Effectiveness in Africa: Promise and Performance, Applying Mutual Accountability

73pp.
Addis Ababa, Ethiopie, Commission Economique de l'ONU pour l'Afrique, 2005
Un rapport préparé à la demande de la Commission des Chefs d'état et de gouvernement pour la mise en oeuvre du NEPAD. Le rapport compile les accomplissements clés faits par les nations africaines collectivement et par les pays de l'OECD dans le contexte de fora internationales pertinentes et des processus clés du G8 en ce qui concerne l'Afrique.
Disponible à l'UNECA, Po Box 3001 Addis Ababa, Ethiopie. Adel: ecainfo@uneca.org, site Web: www.uneca.org

State Recognition of Traditional Authority in Mozambique: The Nexus of Community Representation and State Assistance

Par Buur, L et Kyed, HM
Uppsala, Sweden, Institut Nordique sur l'Afrique, 2005
31 pp.
Cette présentation discussion abordent quelques questions fondamentales relative à la reconnaissance officielle de 2002 des dirigeants traditionnels en tant qu'autorités communautaires. Après une histoire concise du changement de rôle de, de foi dans, les autorités traditionnelles en tant que base pour comprendre l'importance de leur récente reconnaissance officielle, la présentation esquisse les objectifs principaux du Décret 15/200 qui reconnaît officiellement les autorités communautaires. Certains des concepts clés insérés dans le Décret sont alors critiquement évalués.
Disponible en format imprimé et électronique à Uppsala, The Nordic Africa Institute.
Adel: nai@nai.uu.se site Web: www.nai.uu.se

Brothers from the West: Solidarity in the Netherlands with Mozambique 1962 - 2005

71pp.
Maputo, Mozambique, Historical Archive of Mozambique, 2005
A look at Netherlands' support to the Front for the Liberation of Mozambique (FRELIMO) during the liberation struggle from Portuguese colonialism, and after Mozambique's independence in 1975.
Available from Arquivo Histórico de Mozambique, Universidade Eduardo Mondlane, Avenida Filipe Samuel Magaia no. 715, R/C, C. P. 2033, Maputo, Mozambique. E-mail jneves@zebra.uem.mz Website www.ahm.uem.mz

Gender Mainstreaming in SADC: How Far Are We? How Far To Go?

Par Rusimbi, J.M.
21 pp.
Gaborone Botswana, secrétariat de la SADC, 2005
Le document a été préparé pour une Conférence Régionale Consultative sur la Parité des Sexes et le Développement tenue à Gaborone du 6 au 9 décembre 2005. Le document vise à fournir un aperçu sur le statut de mise en oeuvre de la stratégie d'intégration de la Parité des Sexes adopté pour parvenir à l'égalité des sexes dans les pays de la SADC dans les années 90. A cet effet, une tentative est faite pour mettre en avant les progrès accomplis à ce jour ainsi que d'exposer les disparités existantes et les défis à venir. L'emphase est mis sur l'identification des problèmes émergents clés sur la problématique des sexes ainsi que les opportunités, à la lumière des développements actuels socio-économiques et politiques dans la région.

Disponible au Secrétariat de la SADC, P.Bag 0095, Gaborone, Botswana
Adel: registry@sadc.int Site Web: www.sadc.int



LA COMMUNAUTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT
DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI
SADC Aujourd'hui Vol. 8 No. 6 Février 2006



SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que sources de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe et en tant que guide pour les décideurs à tous les niveaux du développement national et régional. Les articles peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC AUJOURD'HUI

REDACTEUR

Munetsi Madakufamba

COMITE DE REDACTION

Chengetai Madziwa, Bayano Valy, Eunice Kadiki, Mukundi Mutasa,
Chenai Mufanawejingo, Chipa Muvezwa, Alfred Gumbwa, Maidei Musimwa,
Pamela Mhlanga, Phyllis Johnson

CONSEILLER A LA REDACTION

Directrice de l'Unité de Communication d'Entreprise, SADC
Leefa Penehupifo Martin

Directrice, Media, Publication et Affaires Publiques
Petronilla Ndebele, Responsable par intermède de l'Information à la SADC

TRADUCTION

Marie-Laure Edom

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur la Communauté de Développement de l'Afrique Australe. Le contenu prend en compte les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en tant qu'élément intégral au développement de la région.

© SADC, SARDC, 2005

Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC, sous forme d'articles, photographies, feuilles d'informations et commentaires sont les bienvenues, ainsi que les articles pertinents originaires de l'extérieur de la région. Un tarif standard est payé pour les articles, photos et illustrations utilisées dans la publication. Les rédacteurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou du SARDC.

Abonnez vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$75 en dehors du continent africain, US\$55 pour le reste de l'Afrique et US\$45 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter le Rédacteur.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais et portugais et est également disponible en version électronique en anglais, portugais et français à www.sadc.int et www.sardc.net

CONCEPT & MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya
Arnoldina Chironda

PHOTOS & ILLUSTRATIONS

p1, 7, AP; 5, 8, SARDC; 6, J Kambale; 7, B Valy SARDC;
9, SADC Secretariat; 10, Mantoe Phakathi;
12, T Ngwenya Projections Design Studio;
16, avec la permission du Musée National du Malawi

EMISSION & IMPRESSION

DS Print Media, Johannesburg

Les correspondances doivent être adressées à:

Le Rédacteur, SADC TODAY
SARDC, 15 Downie Avenue, Belgavia, Harare, Zimbabwe
Tél : 263 4 791141 Fax : 263 4 791271
sadctoday@sardcnet

SADC HOJE

SARDC, Rua D. Afonso Henriques, 141, MAPUTO, Moçambique
Tél : 250 1 400831 Fax : 258 1 491178
sardc@maputo.sardc.net
Information 21 Sites web
www.sadc.int www.sardc.net www.ips.org www.saba.co.za

SADC AUJOURD'HUI est financé par le gouvernement Belge sous l'égide du projet SADC Information 21, dont le but est de renforcer l'intégration régionale par le biais du partage d'informations et de connaissance, sur la base des affinités historiques, sociales et culturelles de longue date et des liens parmi les populations de la région, et de contribuer à l'avancement du programme de la SADC dans le 21 siècle.

CALENDRIER DES EVENEMENTS 2006

Février
20-24 Botswana

Conseil des Ministres de la SADC

Les ministres de chaque état membres siègent au Conseil, provenant en général des ministères des Affaires Etrangères, Développement Economique, Planification et Finance. Le Conseil est responsable de la supervision et du contrôle des fonctions et développement de la SADC, et d'assurer que les politiques soient correctement mises en place, ainsi que de faire des recommandations au Sommet

TBA Botswana

Sommet du Groupe de Référence pour la Stratégie de Gestion de l'Eau

Les bailleurs de fonds et les partenaires coopérants se réuniront pour examiner les progrès sur la mise en oeuvre du Plan Régional Stratégique pour la Gestion et le Développement Intégrés des Ressources Hydrauliques. La réunion sera présidée conjointement par la SADC et le PNUD en tant que partenaires responsables de la coordination des autres bailleurs de fonds du programme.

Mars
1-3 Afrique du Sud

TIC pour la Société Civile

Organisée par le Réseau des ONG de l'Afrique Australe, la conférence se concentrera sur les nouveaux services et applications de technologie de l'information et de la communication (TIC) pertinents aux travaux des organisations de Société Civile en Afrique Australe.

8 Global

Journée Internationale de la Femme

Ceci est une occasion pour réfléchir sur les progrès accomplis jusqu'ici dans l'avancement des droits de la femme, d'exiger le changement et de célébrer les actes de courage et de détermination des femmes ordinaires qui ont contribué au développement des droits de la femme.

14-18 Ghana

Sommet Global sur le VIH/SIDA, la Médecine Traditionnelle et la Connaissance Indigène

Suivi par des praticiens de la médecine et des guérisseurs traditionnels, le sommet repose sur le principe que la connaissance traditionnelle devrait être mise en avant dans le système de l'éducation contemporaine afin que les valeurs socio-culturelles soient préservées et que le partage d'information soit encouragé parmi les pourvoyeurs de connaissance.

16-22 Mexique

4ième Forum Mondial sur l'Eau

Une initiative du Conseil Mondial sur l'Eau, le forum vise à conscientiser sur les problèmes relatifs à l'eau dans le monde. L'évènement international favorisera la participation et le dialogue afin d'influencer la politique de développement des ressources en eau au niveau global. Le thème est "Actions Locales pour un Problème Global".

Avril
2-5 Afrique du Sud

Conférence Mondiale sur la Prévention de Blessure et la Promotion de la Sécurité

Le focus de la 8ième conférence porte sur comment les informations sur les blessures et la sécurité peut donner naissance à des politiques et pratiques concrètes sur la prévention de blessures. Les chercheurs, praticiens et décideurs sur les Blessures et la Sécurité participeront à la conférence sur le thème: "Donnée pour Action".

26-27 Namibie

Conférence Consultative de la SADC

La Conférence Consultative 2006 vise à commercialiser les plans qui fournissent des directions pour les programmes de la SADC, le Plan Régional Indicateur de Développement Stratégique (PRIDS) et le Plan Stratégique Indicateur de l'Organe (PSIO) sur la Politique, Défense et Coopération sur la Sécurité. Le focus de la conférence porte sur la mobilisation de ressources pour la mise en oeuvre des plans, et la formulation d'un nouvel accord entre la SADC et les partenaires internationaux coopérants (PIC). Les PIC auront l'opportunité d'échanger des idées sur les stratégies et approches communes dans le renforcement de l'assistance au développement pour la SADC dans la mise en oeuvre du PRIDS et du PSIO. Les gouvernements de la SADC et les PIC ont été invités à participer au niveau ministériel, ainsi que les leaders opérant dans le secteur non-gouvernemental et le secteur privé. Le thème est "Partenariat pour la Mise en Oeuvre du Plan Régional Indicateur de la SADC et le Plan Indicateur Stratégique de l'Organe sur la Politique, Défense et Coopération sur la Sécurité.



35 years Lumumba 1961

Les Panafricains

by Dudley Thompson

Patrice Lumumba était l'un des jeunes dirigeants africains les plus prometteurs... Il fut brièvement la force motrice de l'indépendance de son pays. Mais ses idées d'auto-détermination nationale et d'égalité sociale lui ont valu de nombreux ennemis puissants et il a payé de sa vie pour sa bravoure. Lumumba est né le 2 juillet 1925 à Katakombé, dans la province congolaise du Kasai. Eduqué dans une école missionnaire, c'était un enfant intelligent qui semblait destiné à laisser son humble milieu familial derrière lui. Après avoir quitté l'école, il a exercé plusieurs emplois en travaillant en tant qu'aide soignant, employé de poste et libraire bénévole. Toutes ces expériences l'ont mis en contact direct avec la population pauvre dans les campagnes et il a progressivement beaucoup appris sur leurs problèmes et leurs espoirs.

... La richesse en cuivre peut avoir rendu quelques compagnies minières très riches, mais elle ne fit presque rien pour la vraie majorité des congolais, qui vivaient dans une extrême pauvreté dans de petits villages ou dans la capitale Kinshasa... Dans ce cadre de vie, le jeune Lumumba... s'est gagné une réputation d'organisateur confiant et d'orateur enthousiaste, s'adressant à des foules nombreuses sur sa vision du futur.

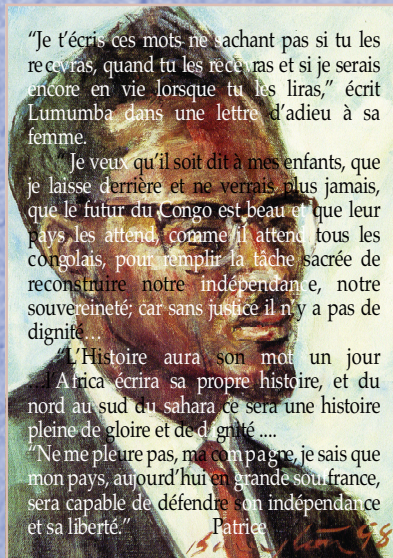
Ce futur impliquait essentiellement des demandes modestes, mais elles semblaient presque révolutionnaires dans le Congo colonial. Il exigeait de meilleurs salaires pour les ouvriers, de meilleures conditions pour les fermiers, un investissement gouvernemental dans l'habitation et l'éducation et une nouvelle relation entre la Belgique et le Congo...

Plus important, il rejetait les anciennes divisions tribales et régionales et parlait d'un pays unifié... En octobre 1958, il forma son propre parti politique, le Mouvement National Congolais (MNC)...

En décembre suivant, Lumumba s'adressa à la Conférence Pan-Africaine à Accra, Ghana.

In 1960, la Belgique approuva l'indépendance congolaise après que des élections aient mis le MNC au pouvoir en tant que parti le plus important dans un gouvernement de coalition. Lumumba fut nommé premier ministre.

"Son discours tenu le jour de l'Indépendance, 30 juin 1960, scella son destin. ...Il fut assassiné le 17 janvier 1961, à l'âge de 35 ans.



Portrait de Patrice Lumumba (1925-1961), premier Premier Ministre du Congo, par l'artiste jamaïcain Barrington Watson. La photo et l'article ci-dessus viennent de l'ouvrage *The Pan-Africanists*, publié par Ian Randle Publishers et SARDC, 2000.

John Chilembwe oppose une guerre transfrontalière

Le 15 janvier de chaque année, le Malawi honore le Révérend John Chilembwe, premier nationaliste du pays qui s'est battu contre le colonialisme du Protectorat Britannique du Nyasaland d'alors. La journée fut proclamée jour férié, 80 ans après le décès de Chilembwe.

Il fut exécuté pour venger une révolte qu'il avait organisé du 23 janvier au 3 février 1915, pour protester contre la conscription forcée des Malawites par les britanniques, alors en guerre contre l'Allemagne durant la Première Guerre Mondiale.

La population du Nyasaland était forcée de se battre contre les allemands dans le Tanganyika voisin, appelé à l'époque Afrique de l'Ouest allemande.

Selon les historiens locaux, Chilembwe était opposé à la conscription parce qu'il ne voyait dans la guerre aucun bénéfice immédiat pour la population locale.

Chilembwe est considéré héros national au Malawi. A part le jour férié en son honneur, les billets de banque porte son visage, et un certain nombre de rues et immeubles de Blantyre et Lilongwe portent son nom.

Né au environ de 1860, Chilembwe s'est élevé de la position d'employé de maison pour un missionnaire chrétien libéral, Joseph Booth, à la situation de pasteur avec éducation supérieure. On lui donne crédit pour la fondation de la Mission Industrielle de Providence (PIM) qui a développé sept écoles de formation professionnelle.

L'église, avec son siège à Mbombwe dans le district familial de Chilembwe de Chiradzulu dans la partie sud de la région, est encore érigée et a des annexes dans d'autres zones du Malawi.

Chilembwe prêcha l'indépendance, l'égalité des droits et le nationalisme, toutes considérées comme des idées radicales au début du 20ième siècle en Afrique.

Après que le Malawi ait accédé à l'indépendance en 1964, une Journée des Martyres fut proclamée le 3 mars en l'honneur de Chilembwe et beaucoup d'autres qui sont morts pendant la Première Guerre Mondiale et la lutte de pré-indépendance. La journée est toujours observée, mais Chilembwe a également sa propre journée de commémoration.

Il est mort le ou autour du 4 février 1915 en essayant de fuir vers l'Afrique de l'Est portugaise, aujourd'hui le Mozambique...

"Nous devons rechercher sa tombe et inhumer sa dépouille au monument des héros. Chilembwe a fait du nationalisme et du patriotisme une réalité et mérite tous les honneurs," déclare Akwete Sande, un éditeur et ancien diplomate.

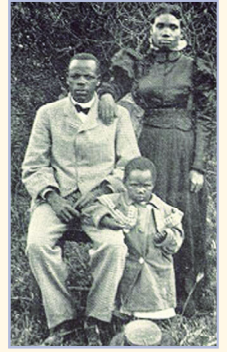


Photo familiale du début du 20ième siècle, John Chilembwe

Jours fériés dans la SADC Février- Avril 2006

1er février	Abolition de l'Esclavage	Ile Maurice
3 février	Journée des Héros	Mozambique
4 février	Journée Nationale de la Lutte Armée	Angola
11 février	Thaipooam Cavadee	Ile Maurice
26 février	Maha Shivratrie Ile Maurice	
3 Mars	Journée des Martyrs	Malawi
8 Mars	Journée Internationale de la Femme	Madagascar, Angola
11 Mars	Journée de Moshoeshoe	Lesotho
12 Mars	Journée Nationale	Ile Maurice
12 Mars	Journée de la Jeunesse	Zambie
13 Mars	Jour Férié	Zambie
21 Mars	Journée de l'Indépendance	Namibie
21 Mars	Journée des Droits de l'Homme	Afrique du Sud
30 Mars	Ougadi	Ile Maurice
29 Mars	Commémoration de la Rébellion de 1947	Madagascar
4 Avril	Journée de la paix et de la Réconciliation Nationale	Angola
7 Avril	Journée de la Femme	Mozambique
7 Avril	Journée Sheik Abed Amani Karume	Tanzanie
14 Avril	Vendredi Saint la DRC, le Mozambique, Madagascar, Botswana	Tous exceptés l'Ile Maurice
15 Avril	Public Holiday	Zambie
15 Avril	Samedi Saint	Zimbabwe
15 Avril	Samedi de Pâques	
16 Avril	Journée de Pâques	Namibie
17 Avril	Lundi de Pâques	Tous exceptés l'Ile Maurice la DRC, le Mozambique, Afrique du Sud
17 Avril	Journée de la famille	Zimbabwe
18 Avril	Journée de l'Indépendance	Zimbabwe
19 Avril	Anniversaire du Roi	Swaziland
21 Avril	*Maulid Day Nationale du Drapeau	Tanzanie 25 Avril Journée Swaziland
26 Avril	Célébrations de l'Union	Tanzanie
27 Avril	Journée de la Liberté	Afrique du Sud

* tributaire de la visibilité de la lune

Un avenir partagé au sein d'une communauté régionale